

Animateur

Hervé Bramy
membre du Conseil national
chargé de l'Écologie

COPENHAGUE

L'urgence d'un traité contraignant

Un consensus sera-t-il possible à Copenhague, et sur quelle base ? Selon le GIEC, pour empêcher une hausse de la température au-delà de 2°C d'ici 2100, les pays industrialisés devraient réduire leurs émissions de 25% à 40% des gaz à effet de serre (GES) en 2020 par rapport à 1990. Les pays en développement (PED) devraient – compte tenu de leur croissance actuelle – infléchir leurs émissions.

En effet, tout le monde n'est pas à égalité. Les États-Unis sont les plus gros pollueurs avec 24 tonnes de CO₂/an/habitant contre 12 pour un européen et 5,5 pour un chinois. L'urgence est à l'action si l'on veut parvenir, comme cela est nécessaire, à 2 T/hab de la planète.

Autre important dossier en discussion : le règlement de la « dette écologique » des pays du Nord à l'égard de ceux du Sud. Celui-ci doit se concrétiser par le versement d'une aide financière (120 Md€/an) à apporter aux PED et pays pauvres. Elle doit les aider à investir. Ce qui suppose des transferts de technologie et de brevet à ceux qui paient déjà un trop lourd tribut au dérèglement climatique. Le droit à l'énergie pour tous doit être assuré. Or, les propositions annoncées sont au dessous des enjeux.

Sur la possibilité de parvenir à un accord juridiquement contraignant en décembre, le pessimisme prévaut (pays d'Asie et du Pacifique, observateurs, ONG...). C'est ce que dénoncent les pays africains qui ont même un temps quitté la table de négociations. Se profile le projet d'une déclaration politique comportant de grands principes (appel à réduire les émissions de GES de 50% d'ici 2050, adoption par les pays riches de trajectoires de réduction de GES vers - 80% en 2050, acceptation par les PED d'une « déviation substantielle » de l'augmentation de leurs émissions, soutien financier important et transferts de technologies pour les pays les plus pauvres)¹, le report des négociations définitives en 2010, bref, de bonnes intentions, mais sans contraintes réelles.

On a bien sauvé les banques, on doit sauver la planète !

DANS CE NUMÉRO

Le point sur la recherche de la communauté scientifique mondiale

L'effet de serre et ses conséquences
Emmanuel Planet pages 3-4

Les changements climatiques et les biodiversités
Claude Seureau pages 5-6

Le climat et l'écologie dans les ateliers de la gauche

Introduction atelier Énergie/climat
Sylvestre Huet pages 7-9

Est-il trop tard pour sauver le climat ?
Hervé Bramy pages 10-12

Menace climatique et rupture démocratique
Francis Sitel page 13

Pour un pôle public de l'Énergie
Marie-Claire Cailletaud page 14

Défis de l'énergie et du réchauffement climatique dans les pays du Sud
Paul Sindic pages 15-17

À lire, à voir, à écouter page 17

Tract pages 18-19

Réalisation

Claudine Ludwig

Patrice Busque

Marie-Luce Nêmo



Copenhague... (suite)

Le temps perdu pour l'action ne se rattrape pas, ou alors à un prix prohibitif pour les peuples. Il ne faut pas cacher que les budgets à mobiliser pour conduire les adaptations nécessaires à un nouveau mode de production et de consommation moins productiviste seront très conséquents. Qui paiera la facture, les peuples ou le capital ?

Alors que les rencontres bilatérales se poursuivent, Obama et Hu Jintao ou bien Sarkozy et Lula, la mobilisation des peuples pour peser sur le cours des négociations est essentielle. Le nombre d'appels en direction des chefs de gouvernements, de débats publics, d'initiatives de sensibilisation, de vœux d'élus dans les collectivités territoriales se multiplie ; mais nous sommes encore loin du compte. Les communistes doivent prendre leur part de ce combat avec ambition, en s'attachant à faire connaître leurs propositions² et en œuvrant à l'émergence de convergences qui lient préservation de la planète et progrès social, réduction des inégalités sociales et environnementales.

En France, d'ici la conférence, chaque jour nous pouvons, avec d'autres, agir pour que le gouvernement, le président Sarkozy, l'Europe interviennent de façon positive. C'est pour toutes ces raisons que le PCF sera présent à Copenhague, notamment lors de la manifestation du 12 décembre³.

Ce combat ne s'arrêtera pas le 18 décembre, nous aurons à le poursuivre !

Hervé Bramy

1. Déclaration commune Sarkozy-Lula du 14 novembre 2009

2. Tract PCF : Copenhague 2009 : l'urgence climatique (voir en fin de dossier)

3. Délégation conduite par Pierre Laurent et Hervé Bramy.

Nous aurons également une rencontre avec le PGE le matin du 12 décembre.



L'EFFET DE SERRE et ses conséquences

Emmanuel Planet

I- Qu'est-ce que l'effet de serre ?

Le phénomène de l'effet de serre rappelle celui de la serre du jardinier : l'atmosphère terrestre laisse passer la lumière du soleil mais emprisonne la chaleur. Il y a deux phénomènes :

- les rayons du soleil se jettent sur le sol terrestre et la terre renvoie une partie de cette énergie vers le ciel.
- or, une couche de vapeur d'eau et de gaz empêche une partie de cette chaleur de repartir dans l'espace, d'où réchauffement de la planète. Parmi les gaz concernés, la vapeur d'eau, le dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère.

Une grande partie de l'effet de serre nous est nécessaire pour garder la terre à une température vivable: si cet effet de serre n'était pas créé, la température moyenne du globe serait de -18 °C alors qu'elle est aujourd'hui de + 15°C.

L'augmentation de l'effet de serre due à l'activité humaine est constatée et incontestable. Il est constaté que, depuis la mi-19ème siècle, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère a augmenté de 30 %, alors que la température moyenne du globe a, elle, augmenté de 0,6°C durant cette période.

Depuis le début du XXème siècle, les courbes montrent que d'autres causes de réchauffement de la planète existent: éruptions volcaniques et radiations solaires. Mais leur impact est très largement inférieur à celui des concentrations de gaz à effet de serre d'origine humaine.

Les principaux gaz à effet de serre sont :

- Le CO₂ qui est généré par la combustion des combustibles fossiles (charbon, pétrole et ses dérivés, gaz) par certains procédés industriels, la déforestation. Les secteurs émetteurs sont les transports, les bâtiments et la consommation des ménages, la production d'énergie et l'industrie.- Le méthane CH₄ émis par l'élevage des bovins, les déjections animales et les cultures agricoles (riz), par la mise en décharges des déchets organiques. Son pouvoir sur l'effet de serre est de 21 fois celui du CO₂.
- Le protoxyde d'azote ou N₂O est le résultat de pratiques agricoles intensives (engrais, déjections) et peut être émis à l'occasion de procédés industriels, principalement dans les industries chimiques qui fabriquent les engrais. Son pouvoir sur l'effet de serre est de 310 fois celui du CO₂.
- Les gaz fluorés (HFC, PFC et SF₆) sont utilisés dans la réfrigération et l'air conditionné, dans les mousses isolantes et les aérosols, l'industrie des semi-conducteurs et les appareils de transport d'électricité. Leur pouvoir de réchauffement va de 1300 fois à 23 000 fois celui du CO₂.

II- L'effet de serre d'origine humaine produit déjà des effets

Selon le 4ème rapport du GIEC, l'activité humaine serait responsable du réchauffement accru de la température depuis 30 ans, constaté dans chaque continent.

Les activités humaines ont probablement concouru au changement de configuration des vents, elles ont sans doute accru les vagues de chaleur connues durant cette période. Les activités humaines sont probablement à l'origine de la progression de la sécheresse depuis 1970 et de la fréquence des épisodes de fortes précipitations.

III- Quelles prévisions pour 2100 ?

1. Le dernier rapport du GIEC (2007) confirme et renforce la certitude de l'existence d'une augmentation de l'effet de serre due à l'activité humaine.

Il donne des prévisions d'augmentation de la température moyenne du globe et d'élévation du niveau moyen des mers sur ce globe. Ainsi, selon les scénarios, la température moyenne sur la terre s'élèverait en 2100 de 1,8°C à 4°C.

Le niveau moyen des mers augmenterait entre 18 et 59 cm. Ces variations de quelques degrés peuvent paraître minimes, mais une amplitude de 4°C est comparable à celle qui a fait basculer le climat il y a 14 000 ans du dernier âge glaciaire vers le climat tempéré que nous connaissons aujourd'hui.

Il faut souligner par ailleurs que les émissions et la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère sont cumulatives; aussi le réchauffement, malgré des mesures de réduction des émissions, aura tendance à perdurer ou à augmenter durant le XXIème siècle.

2. Pour quels impacts principaux ?

- **les glaciers et les calottes glacières** continueront de fondre et risquent, pour certains de disparaître. L'eau de la fonte des glaciers alimente largement les réserves d'eau douce en surface et sous terre de nombreuses régions où elle est notamment un élément central de la vie de la faune, des systèmes d'irrigation et des réserves d'eau potable pour les populations.

Ainsi, les glaciers himalayens fondent à un rythme accéléré et on craint leur disparition si les températures continuent d'augmenter et les précipitations de diminuer dans cette région du monde; plus de deux milliards d'hommes dépendent directement des sept grands fleuves asiatiques alimentés par les glaciers himalayens, et risquent à terme de manquer d'eau.

- **la diminution des ressources en eau** va très sensiblement frapper un certain nombre de régions : en effet, fort niveau de précipitation dans les hautes latitudes, niveau réduit de précipitation dans les latitudes moyennes et basses, les ressources en eau diminueront dans les régions sèches des latitudes moyennes et tropicales. Vont ainsi souffrir l'Ouest des USA, l'Afrique Australe, le Nord Est du Brésil. Les sécheresses, les terres incultivables entraînent des migrations. Peut-être des conflits régionaux.

- **les conséquences sanitaires** : baisse de la mortalité due au froid dans les hautes latitudes, mais risque accru de mortalité due à la chaleur dans les autres zones, surtout risque accru de pénurie d'aliments et d'eau et de malnutri-



L'EFFET DE SERRE... (suite)

tion, de maladies d'origine hydrique et alimentaire, effets sanitaires liés à la migration. Une extension des zones de propagation de certaines maladies à vecteurs, comme le paludisme ou la dengue dans des régions préservées est à craindre.

- **l'élévation du niveau de la mer** va faire souffrir les basses terres littorales, en Afrique, les petites îles ou des pays comme le Bangladesh, ce qui laisse promettre un très grand nombre de migrations ; les grands deltas côtiers asiatiques et Africains vont être touchés par l'élévation du niveau de la mer ; en effet, au Bangladesh c'est 12 % du territoire qui est menacé par cette élévation du niveau de la mer. Il faut ajouter les ondes de tempêtes, et les inondations fluviales comme facteur de risque naturel et cause de migration.

Pour les petites îles, l'élévation du niveau de la mer devrait intensifier les inondations, les ondes de tempête, l'érosion et d'autres phénomènes côtiers dangereux, menaçant l'infrastructure, les établissements humains et les installations vitales pour les populations insulaires.

Les tensions pour les ressources et les pressions migratoires jusqu'ici inconnues vont accompagner l'aggravation du réchauffement. Il s'ensuit une menace pour la stabilité du monde « bien plus sérieuse que le terrorisme » selon Sir David King, professeur à de l'université d'Oxford.

Si le réchauffement vise tous les pays, si certains pays développés en subissent les effets néfastes, une majorité de pays moins avancés trouveront dans le réchauffement une aggravation, parfois très forte, de leur condition. Si bien que l'effet de serre est en grande partie le problème des PMA.

IV- Les choix de croissance et leur niveau d'incidence sur le réchauffement

Le réchauffement à 2°C de plus a des conséquences néfastes, qui peuvent être en partie surmontées.

Mais 4 °C de plus, ce sont des effets plus intenses, beaucoup plus difficiles à contrôler et beaucoup plus catastrophiques.

Il y a donc intérêt à orienter le mode de croissance pour limiter le réchauffement à un niveau moins néfaste.

Le 4ème rapport du GIEC a présenté divers scénarios qui aboutissent à des élévations de température d'importance inégale: on peut déjà présenter les scénarios extrêmes .

- le scénario A2 , qui aboutit à une élévation de 3,4 C ° de la température moyenne et à une concentration de 1250 ppm de gaz à effet de serre dans l'atmosphère: il correspond à une population mondiale en rapide augmentation, au maintien sur le long terme des technologies « sales », au recours persistant aux énergies fossiles, la croissance étant inégale selon les régions.

- le scénario B1 lui, aboutit au contraire à une élévation de 1,8 C ° de la température moyenne et à une concentration de 600 ppm de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Ce scénario est basé sur une économie de services et d'information très mondialisée, l'utilisation de technologies propres, l'usage rationnel des ressources et la recherche d'une viabilité sociale et environnementale. Ce scénario pourtant assez « vert » conduit à une élévation de près de 2°C, ce qui entraînerait déjà d'importantes et traumatiques

santes conséquences sur la planète. Mais il correspond à un objectif atteignable en termes de maîtrise des émissions.

Surtout, il faut souligner que l'inaction ou l'action trop réduite nous mène au scénario A2 , avec des conséquences aggravées.

Entre les deux scénarios, on peut citer le scénario A1B, qui aboutit à 2,8°C d'augmentation de la température et 800 ppm de concentration des gaz ; il repose sur une croissance économique très forte, une mondialisation, des sources d'énergie variées, une population mondiale qui culmine au milieu du siècle et un progrès technologique rapide.

V- Pour limiter l'ampleur du réchauffement, il faut diviser par 4 nos émissions de gaz à effet de serre en 2050

Le rapport STERN publié en 2006 indique que « l'une des pires conséquences du changement climatique pourraient être considérablement réduits si l'on parvenait à stabiliser les niveaux de gaz à effet de serre à 550 ppm. La stabilisation à ce niveau exigerait que les émissions se situent à 25 % en deçà des niveaux actuels en 2050 et qui sait bien plus encore. À terme, la stabilisation exige que les émissions annuelles soient ramenées à 80 % en deçà des niveaux actuels. »

La division par quatre des émissions des pays industrialisés en 2050 par rapport au niveau de 1990, et la division par deux des émissions de l'ensemble des pays du monde, restent des objectifs pertinents qu'il convient d'atteindre réellement. Ils permettraient en effet d'atteindre un niveau de concentration des gaz à effet de serre situé entre 550 et 600 ppm soit un niveau proche de celui que pourrait atteindre le scénario B1 qu'on vient d'examiner.

Ces objectifs supposent un bouleversement des modes de croissance des pays industrialisés, qui dépassent les quelques mesures déjà envisagées ici ou là , et rendent nécessaire un concours considérable des fonds publics pour développer les transports propres (par rail notamment) et les bâtiments neufs et anciens ayant les propriétés thermiques nécessaires. Une mobilisation de l'argent public et privé est nécessaire.

Par ailleurs, l'inaction coûtera très cher en 2100. Selon le rapport Stern, si rien n'est fait, le réchauffement climatique coûtera 5 500 milliards d'euros, soit plus que les deux guerres mondiales et la récession des années 30 réunies.

Bibliographie et sites internet

- 4ème rapport du GIEC (groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat) <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/voir> le rapport de synthèse. Ce rapport est disponible également sur le site du ministère de l'Écologie : <http://www.developpement-durable.gouv.fr>

- Site du Réseau action climat France (ensemble d'ong), des questions réponses sur l'impact des changements climatiques : www.rac-f.org

- Numéro spécial de *Sciences et vie* sur le climat paru en 2007.

- Livre de Jean-Marc Jancovici et Hervé Le Treut : *L'effet de serre, allons-nous changer le climat ?* aux éditions Champs, sciences.

- Sur le site du ministère de l'Écologie : <http://www.developpement-durable.gouv.fr>, voir également le sous-site de l'ONERC qui contient des documents sur l'évolution prévisible du climat en France.



LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES et les biodiversités

Claude Seureau, biologiste

Dans la préparation du prochain sommet mondial de Copenhague, l'accent est mis, à juste titre, sur les conséquences sociales, économiques et politiques des changements climatiques. La biodiversité ou diversité biologique¹ est aussi tributaire de ces enjeux, mais avec des caractéristiques spécifiques, que les travaux du GIEC montrent bien².

Qu'entend-on par « diversité biologique » ?

Selon la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB), cette dernière est « la variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes. ». Faut-il ajouter que l'espèce humaine est, elle-même, partie intégrante de la plupart des écosystèmes !

Le GIEC fait sienne la définition du CDB en précisant les trois niveaux: « génétique, espèces et écosystèmes ». En effet, « les changements climatiques influent directement sur les fonctions des organismes individuels ..., modifient les populations..., et influent sur la structure et la fonction des écosystèmes... ». De plus, il indique que la diversité biologique s'applique aussi bien aux « écosystèmes à gestion intensive (agriculture, foresterie et aquaculture) qu'à gestion non intensive (terres à pâturages, forêts indigènes, écosystèmes d'eau douce et océans, etc.)³. Le GIEC précise aussi que « les écosystèmes sont à l'origine d'une multitude de biens et de services essentiels à la survie humaine », et que « certaines communautés autochtones et rurales sont particulièrement dépendantes de ces biens et services pour leur subsistance ».

Quel est le rôle des activités humaines (anthropiques) ?

On sait que cette question est l'objet de controverses de la part de quelques scientifiques, en France en particulier. Partant d'études très poussées, le GIEC est, à ce sujet, catégorique: « À l'échelle mondiale, les activités humaines ont causé et continueront de causer un appauvrissement de la biodiversité ». Et de citer, entre autres, « l'utilisation des terres et des affectations des terres », « la pollution et dégradation (y compris la désertification) des sols et de l'eau », « la diversion des ressources en eau au profit d'écosystèmes à gestion intensive et de systèmes urbains », « l'exploitation sélective des espèces » ou « l'introduction d'espèces étrangères ».

Autre sujet de controverse: peut-on dissocier les dégâts causés par l'homme d'une déperdition « naturelle » propre à l'évolution de la vie sur terre ? Réponse du GIEC : « Le rythme actuel d'appauvrissement de la diversité biologique est supérieur à celui de l'extinction naturelle ».

Quel bilan ?

L'activité humaine est donc en partie responsable des changements climatiques, en exerçant une pression supplémentaire qui a déjà influé sur la diversité biologique.

Le GIEC met évidemment en cause « les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre » aboutissant à « une augmentation des températures à la surface de la terre et des océans, une modification ... des précipitations, une élévation du niveau de la mer, ... ». Avec pour conséquences « des incidences sur les périodes de reproduction animale et végétale et/ou la migration animale ..., la répartition des espèces, ... la fréquence des infestations parasitaires et des maladies. ».

« Selon les prévisions », explique le GIEC, il faut aussi tenir compte « d'autres activités humaines passées, présentes et futures, y compris l'augmentation des concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone (CO₂) ». D'où « une augmentation de la température moyenne à la surface de la terre » et des conséquences que cela implique sur « les organismes individuels, les populations, la répartition des espèces et la composition et fonction des écosystèmes, ... ».

D'où, aussi, la nécessaire prise en compte « des types d'utilisation des ressources terrestres et marines par les populations humaines ».

« Les changements anthropiques prévus auront pour effet général le déplacement des habitats de nombreuses espèces vers le pôle ou en altitude par rapport à leurs emplacements actuels. ». « À l'échelle mondiale, d'ici 2080, environ 20 % des zones humides côtières pourraient avoir disparu à la suite de l'élévation du niveau de la mer. ». Et « Les risques d'extinction augmenteront pour de nombreuses espèces déjà vulnérables ».

De plus, « Les changements de la diversité biologique à l'échelle des écosystèmes et des paysages, en réponse aux changements climatiques et autres pressions (déboisement et variations des feux forestiers, etc.) devraient à leur tour influencer sur le climat mondial et régional en modifiant l'absorption et l'émission des gaz à effet de serre, ainsi que l'albédo⁴ et l'évapotranspiration⁵ ».



LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES... (suite)

Que faire ?

Le GIEC ne se contente pas de dresser un bilan de l'état actuel et à venir de l'évolution de la biodiversité, et d'en pointer les raisons et les responsabilités. Il préconise des actions, tout en reconnaissant que « la modélisation des changements de la diversité biologique en réponse aux changements climatiques s'avère difficile. ». De plus, « Les incidences des mesures d'atténuation des changements climatiques sur la diversité biologique dépendent du contexte, du type, et de la mise en œuvre de ces mesures ». Ainsi en va-t-il « des projets de boisement ou de reboisement » qui, suivant l'échelle étudiée ou « d'autres facteurs relatifs à la conception et à la mise en œuvre », « peuvent avoir des incidences bénéfiques, neutres ou adverses. ». Autre exemple : « des plantations bioénergétiques à hauts rendements auront des effets adverses sur la biodiversité si elles remplacent des systèmes plus riches en biodiversité, alors que des plantations à petite échelle sur des terres dégradées ou des terres agricoles en friche pourraient bénéficier à l'environnement... ».

Toujours selon le GIEC, « la création d'une mosaïque de réserves terrestres, d'eau douce et d'eau de mer polyvalentes interconnectées », « des mesures intégrées pour la gestion des terres et de l'eau » pourraient « atténuer la vulnérabilité des systèmes » et celle des populations concernées.

« Il existe des possibilités de synergies et d'interactions environnementales et sociales entre les mesures d'adaptation et d'atténuation et les objectifs des accords environnementaux multilatéraux ainsi que d'autres aspects du développement durable. ».

Copenhague: un moment décisif pour l'avenir de la planète et de l'humanité

Ainsi, les experts scientifiques s'expriment et continuent d'affiner leurs analyses. Seront-ils entendus par les gouvernements des pays du monde ? Ces pays, aux situations et aux exigences si diverses (USA, UE, Chine, Inde, Brésil, pays en développement du Sud et d'ailleurs), sauront-ils, pour les plus puissants, dépasser leurs intérêts particuliers, rompre avec cette dangereuse fuite en avant qu'impose la recherche du profit à tout prix, pour aller vers une planète belle à vivre pour tous, pour maintenant et pour les générations futures ? Rien n'est moins sûr.

Ce qui l'est par contre, c'est l'impérieuse nécessité pour les peuples de s'emparer des enjeux écologiques pour peser sur les décisions politiques.

Copenhague en offre l'occasion. Sur les changements climatiques et leur impact sur la biodiversité, comme sur l'avenir d'une humanité qui en fait partie et qui la malmène.

Avec d'autres, et dans le respect de leurs points de vue, les communistes seront de ce combat et de ceux à venir.

1. Ces deux termes sont synonymes.
2. Cette note s'appuie sur le "Document technique V du GIEC" (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Prix Nobel de la Paix 2007) intitulé *Les changements climatiques et la biodiversité*, paru en 2002. Le quatrième rapport d'évaluation du GIEC : *Changements climatiques 2007: conséquences, adaptation et vulnérabilité*, ne fait que confirmer les données, prévisions et recommandations du document technique. Ces deux documents peuvent être consultés sur le site internet du GIEC.
3. La gestion non intensive inclut les systèmes non gérés.
4. Rayonnement solaire.
5. Chez les végétaux.

NOTE

Le 3ème rapport de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) vient d'être remis au ministre en charge de l'environnement. Intitulé *Changement climatique en France: quels impacts, quels coûts et quelles pistes d'adaptation*, il reprend, avec ce terme d'"adaptation", l'idée qu'il suffirait de s'adapter au système actuel, sans le remettre fondamentalement en question (ce qui est aussi parfois sous-jacent dans les propos du GIEC). Il montre pourtant que, dans des secteurs comme l'agriculture ou la forêt, mais aussi d'autres secteurs comme l'énergie, les coûts pourraient atteindre plusieurs milliards d'euros par an si aucune mesure n'était prise.

Ce rapport peut être consulté sur le site internet de l'ONERC.



Deux ateliers, à Bordeaux et à Marseille
avec des tables rondes consacrées au climat ou à l'énergie
mais surtout le 15 octobre à Paris : *Copenhague, est-il trop tard pour sauver le climat ?*
Nous publions ici les interventions qui nous sont parvenues. Nous poursuivrons dans le prochain numéro.



INTRODUCTION

atelier Énergie/climat

Sylvestre Huet, journaliste scientifique

Les questions désormais liées du climat et de l'énergie sont redoutables pour la gauche, et singulièrement celle qui souhaite ne pas se contenter de gérer les contradictions de nos sociétés capitalistes, mais les dépasser. En voici quatre exemples.

Elles sont redoutables, parce qu'elles *mettent en tension le présent et le futur*, avec la nécessité de conduire des politiques qui traitent les problèmes immédiats sans céder au vieil adage « après moi le déluge ». Or, l'arbitrage entre dépenses pour satisfaire les besoins immédiats et préparation de l'avenir ne relève pas ici d'un « simple » calcul économique classique permettant de répartir les ressources entre consommation et investissements, ou la fameuse « actualisation » des coûts et des investissements sur le long terme qui suscite des polémiques entre économistes sur le changement climatique. Avec l'énergie se pose le problème de la finitude des ressources fossiles et donc de ce que nous léguons à nos enfants et aux leurs. Avec le climat se pose celui du risque pris, pour les décennies qui viennent, par un changement climatique dangereux dont le prix sera lui aussi pour l'essentiel payé par nos descendants. Aucun calcul économique ne permet de traiter ce problème à lui seul, il faut intégrer dans une vision politique large l'ensemble des données – physiques, sociales, économiques, prospective technologique, morale intergénérationnelle – si l'on veut véritablement peser nos décisions. Inutile de souligner l'extrême difficulté de l'exercice et la fatuité de ceux qui prétendent détenir les solutions simples et définitives.

Elles sont redoutables parce qu'elles touchent à une *composante matérielle lourde* de nos moyens de vie, intimement liée à l'énorme essor économique, industriel, agricole et urbain depuis 1950. Or, cet essor a reposé et repose encore pour l'essentiel sur les combustibles fossiles, gaz, charbon, pétrole. Cet aspect matériel, incontournable, qui fait de la politique énergétique un chapitre obligatoire de tout programme gouvernemental, s'est traduit par la convergence technologique des sociétés capitalistes et des tentatives avortées de socialisme comme des modes de sortie du sous-développement. Du coup, l'idée qu'il y aurait là une sorte d'exception à la politique, et donc à la possibilité d'un choix, s'est imposée. Souvent, on oppose les démarches taxées d'idéologiques à celles qualifiées de « pragmatiques », les seules possibles. Comme s'il y avait là un sujet où la fatalité de la nature et de la technologie imposait une politique unique, comme il y a une pensée unique en économie. L'ennui, pour la

gauche, c'est qu'il y a du vrai et du faux dans cette vision – les ressources fossiles sont ce qu'elles sont, et la thermodynamique aussi – et que la difficulté consiste à démêler l'un de l'autre et non à entonner des slogans selon lesquels tout serait possible ou à l'inverse qu'il n'y aurait qu'à se plier aux contraintes naturelles ou d'une technologie considérée comme une donnée intangible.

Elles sont redoutables parce que la technicité du sujet peut laisser penser *qu'il n'est pas compatible avec la démocratie*. La tentation n'est d'ailleurs pas d'un seul côté. Les khmers verts – ceux qui pensent à une « dictature écologiste » lorsqu'ils désespèrent de convaincre les populations de la justesse de leurs propositions – trouvent leur équivalent chez les ingénieurs formatés grande école qui estiment justifié de laisser à « ceux qui savent », donc eux, les manettes de la politique énergétique. Cette tendance est d'ailleurs fortement encouragée par des responsables politiques (de droite et de gauche) qui, eux aussi effrayés par la technicité du sujet, ont tendance à l'abandonner aux élites techniques qu'ils ont eux mêmes sélectionnées, et dont ils se sont assurés que la formation comprend l'acceptation des règles du jeu social capitaliste. Puis, lorsqu'ils sont pris d'une petite crainte devant les réactions imprévisibles d'une société qu'ils jugent ignorante et réticente, ils se tournent vers les sciences humaines et sociales et leur demandent la recette miracle de l'acceptabilité des innovations ou du risque technologique. La ministre actuelle de la recherche, Valérie Pécresse, vient de donner un nouvel exemple de cette attente dans son discours accompagnant les propositions de son ministère pour le « grand emprunt » voulu par l'Élysée.

Elles sont redoutables, enfin, en raison de ce que signifie la *dichotomie Nord/Sud* sur le dossier climatique. Dans un élan d'internationalisme et d'enthousiasme écologique, chacun, à gauche, va spontanément adhérer aux grands principes moraux issus des premiers combats idéologiques autour de la question climatique. Je veux parler des deux vocables : « équité et convergence » qui ont remplacé le chacun pour soi ou la politique de puissance traditionnelle de la diplomatie. Son idée de base est que le climat – plus exactement l'avantage de pouvoir compter sur un futur climatique le moins instable possible – est un bien public mondial. Donc, il appartient à tout le monde de manière équitable. En conséquence, le droit de le bousculer doit être lui aussi équitablement réparti, par habitant. Ce qui suppose, compte tenu des responsabilités historiquement établies, que les émissions de gaz à



ATELIER ÉNERGIE/CLIMAT... (suite)

effet de serre des différents pays doivent converger vers une valeur par habitant commune, dans le cadre d'un objectif mondial connu, issu des travaux des climatologues. Comme cet objectif tourne autour des deux tonnes de gaz carbonique ou équivalent, il est utile de le comparer aux émissions actuelles, d'un peu moins de 7 tonnes pour la France. Diriger la France, c'est donc d'une part diminuer fortement ses émissions et d'autre part contribuer à la solidarité avec les pays du sud, tant face au changement climatique qu'en termes de partage des ressources fossiles. Je ne suis pas certain qu'un candidat ayant comme programme « je divise par quatre le parc de véhicules français pour que les africains puissent multiplier le leur par deux » fasse un tabac aux élections prochaines.

La séance de ce soir est divisée en deux parties. La première porte sur la politique énergétique, la seconde sur la perspective du sommet de Copenhague, 15ème Conférence des parties des États signataires de la Convention climat de l'ONU, donc pratiquement tout le monde. Le lien entre les deux est évident : parmi les déterminants de la politique énergétique, le dossier climatique va prendre une importance croissante, au point d'en définir le cadre à long terme.

Dans les limites de cette introduction je ne peux aller au-delà de quelques questions, en voici sept.

De quoi parle t-on ? Et avec qui ?

Les deux écueils à éviter sont de se noyer dans la technique et la confusion entre slogans sympathiques et programme gouvernemental ou régional. Il est évident que la politique énergétique n'est pas soluble dans la démocratie participative. À cet égard, le déroulement des « débats » organisés par la Commission nationale du débat public en indiquent assez les limites. La démocratie représentative suppose, pour mériter son nom, que les programmes présentés aux électeurs soient donc suffisamment précis pour leur permettre de faire un choix. En conséquence, les citoyens sont en droit d'exiger des partis de gauche soit qu'ils se mettent d'accord sur une politique, soit qu'ils mettent noir sur blanc leurs désaccords, lesquels seront tranchés par le rapport de forces sortis des urnes et acceptés par les forces politiques. Jusqu'où doit aller la rédaction de cette politique, à quel niveau de détail doit-elle se déclinier, peut-on se contenter de principes généraux, avec qui doit-on les élaborer ?

Quels objectifs pour une politique climatique ?

La perspective de la conférence de Copenhague fait que l'on agite des chiffres symboles. Le fameux pas plus de 2°C de plus, la division par quatre des émissions de GES des pays industrialisés d'ici 2050, ou des objectifs inter-

médiaires, pour 2020 et 2030. La confrontation géopolitique conduit à des oppositions sur les dates, les objectifs d'émissions, la place des pays émergent comme la Chine, les mécanismes d'aides aux pays du sud. Ce débat public, pour le journaliste spécialisé en sciences que je suis, soulève souvent un malaise certain. Certes, il faut bien que les négociations entre pays se fassent sur des chiffres précis. Mais la science qui est derrière ne l'est pas à ce point. Elle va encore évoluer, et personne ne sait si cela débouchera sur un desserrement des contraintes ou au contraire sur leur durcissement. Le plus important me semble être plutôt dans la détermination des décisions structurantes à long terme, susceptibles soit de permettre la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre, soit à l'inverse de la rendre plus douloureuse ou difficile. Il s'agit d'urbanisme, de transports, de commerce international... Déterminer, ensemble, ce que nous devons nous interdire – par exemple une politique fondée sur la croissance du transport aérien ou un urbanisme extensif – me semble plus urgent qu'une bataille symbolique sur des chiffres de diminution d'émissions à l'unité près pour l'horizon 2050.

Certains choix technologiques à opérer sont structurants sur le long terme.

Et ils se concentrent en réalité sur trois secteurs, déterminants en termes d'émissions de gaz à effet de serre : la production d'électricité, le transport des hommes et des objets, l'urbanisme et les bâtiments. Dans ces trois domaines la poursuite des trajectoires technologiques actuelles mène directement à ce que les climatologues nous conseillent d'éviter, des teneurs en gaz à effet de serre triplées d'ici la fin du siècle. La gauche ne peut pas éviter de répondre à quelques questions dures. Oui ou non au nucléaire pour l'électricité ? Oui ou non au stockage géologique du CO2 produit par les centrales au charbon ? Oui ou non à des villes reconcentrées, aux vastes zones pavillonnaires ? Oui ou non aux infrastructures de transports collectifs comme véritable alternative ? Oui ou non à un vaste programme de transformation du bâti existant selon des normes exigeantes ? La difficulté la plus vive consiste à repérer où se trouvent les effets de seuils qui, dans les politiques et les décisions prises, entraînent des conséquences de long terme. Et à sortir des postures idéologiques classiques qui opposent, à gauche et chez les Verts, technophiles et technophobes, ceux qui croient naïvement que la science et la technologies trouveront « naturellement » des solutions et ceux qui n'en attendent que de nouvelles difficultés. Il y a fort à parier qu'il n'y aura pas de miracle technologique, et inversement, sans changements technologiques majeurs qu'une politique active de recherche doit pousser, nous allons droit dans le mur.



ATELIER ÉNERGIE/CLIMAT... (suite)

Comment gérer les contradictions inéluctables entre le court et le long terme ?

À court terme, toute récession du marché automobile, ou d'élévation des prix de l'énergie fossile, se traduit par du chômage, des difficultés accrues pour les classes populaires. Mais, pour mieux préparer le long terme, il faut élever ces prix, organiser la rétraction du marché automobile. À court terme, il faut construire des routes et envoyer des camions au Sahel. Pour préparer le long terme, il faut diminuer le recours au pétrole... Nier ces contradictions conduit soit à l'échec politique, électoral en particulier, soit à renoncer à préparer l'avenir.

Dans ce débat, **le problème social est au centre**, puisque toute politique de maîtrise des émissions par le seul prix des combustibles fossiles signifie, en termes brutaux : pour les pauvres, serrez-vous la ceinture, pour les riches, consommez. Cet adage qui est valable à toutes les échelles – mondiale comme européenne et nationale – signifie que tout modèle social fondé sur des inégalités de revenus, et de consommation d'espace et d'énergie, importantes, porte en germe l'impossibilité d'une politique climatique conséquente. Le haut d'une société en définit toujours le modèle à suivre, à rechercher. La gauche est-elle prête à impulser une politique d'éradication des plus hauts revenus et patrimoines ? Si oui, comment, à quelle vitesse ? Avec quelle constance ? Il suffit de se souvenir qu'en 1997 Laurent Fabius voulait à toute force cajoler fiscalement les couches aisées, les cadres, afin de ne pas les perdre aux élections qui allaient survenir, pour comprendre qu'il y a là un point dur à résoudre.

Se pose la question des **outils dont l'État et la nation doivent se doter** pour intervenir dans l'économie et mettre en oeuvre une politique énergétique et climatique de long terme. Recherche publique, fiscalité, réglementations et normes suffisent-ils ? Ou faut-il également recourir à la propriété publique d'entreprises du secteur afin d'en contrôler les stratégies ? Alors que GDF a été privatisé dans le groupe GDF-Suez, qu'EDF est dirigée par des équipes qui visent le cash annuel plus que la mise en oeuvre d'une politique nationale d'intérêt général, que la concurrence arrive sur le chemin de fer, que Total n'est plus qu'une multinationale dont l'objectif est de faire le maximum d'argent tant qu'il y aura du pétrole... cette question devient incontournable.

La suite de cette question est bien sûr **sa traduction européenne et l'insertion dans une problématique mondiale**. Dans quelle mesure pouvons nous mener une politique autonome ou devons nous accepter les contraintes d'une définition dans le cadre européen actuel et à venir des politiques énergétique et climatique ? Quant à la dimension mondiale, elle suppose la définition des propositions françaises et européennes dans le cadre des négociations de la Convention climat. Parmi les questions dures, en voici deux : jusqu'où aller dans les transferts de technologies en termes d'abandon de brevets ou de la diffusion des technologies nucléaires ?



EST-IL TROP TARD POUR SAUVER LE CLIMAT ?

enjeux du sommet de Copenhague et ses suites

Hervé Bramy

1er thème : Quelle politique énergétique pour répondre aux besoins de l'humanité ? Les énergies fossiles responsables des émissions de gaz à effet de serre doivent être remplacées ? Quelles sources d'énergie alternatives et quels modes de consommation promouvoir ? Au-delà du pour ou du contre : peut-on parler du nucléaire à gauche ? Quelle énergie pour quelle croissance ?

Pour ce qui nous concerne, nous prenons très au sérieux l'hypothèse que l'activité humaine est une des causes majeures du danger qui pèse sur le climat. Il y a urgence à agir ! Nous faisons nôtres les objectifs du GIEC.

L'égalité d'accès au droit à l'énergie et aux droits sociaux participent du même mouvement. Il n'y aura pas de nouvelle croissance saine capable de répondre aux besoins de la population mondiale sans des réponses crédibles aux besoins énergétiques qui iront, c'est inévitable, en augmentant. Davantage de trains, c'est davantage d'électricité. Et cela en dépit des nécessaires efforts pour chasser les gaspillages et augmenter l'efficacité énergétique.

Il faut changer de base énergétique

Il faut en finir avec les énergies fossiles et carbonées, contributrices à l'effet de serre. C'est l'urgence à court terme ! Nous proposons donc un vaste plan destiné à promouvoir et développer toutes les énergies renouvelables non émettrices de gaz à effet de serre, dans le cadre du service public (nucléaire, hydrogène, fusion nucléaire, ITER, hydrogène et piles à combustibles, charbon non polluant, photovoltaïque, co-génération et géothermie, biomasse, éolien, éolien offshore, hydraulique, etc.).

Dans le domaine de l'électricité, il est urgent d'investir dans la recherche et la formation pour améliorer la compétitivité des énergies nouvelles renouvelables et faire émerger la génération 4 de centrales nucléaires plus sûres, plus économes en combustible et moins productrices de déchets. Ce serait à la fois tracer des pistes pour l'avenir et développer l'emploi dans de nouvelles filières.

Reste que la question du nucléaire, énergie ne produisant pas de GES, cristallise les débats à gauche.

Le PCF n'est ni pour ni contre une technologie par essence (j'ose le jeu de mot). Nous sommes pragmatiques. Tout dépend de son utilisation, du contexte dans laquelle elle est utilisée et de l'avancée de nos connaissances.

Prenons un débat récent pour se faire comprendre : les biocarburants. Un premier bilan démontre que les biocarburants utilisés en France ne sont pas aussi "verts" que l'on a bien voulu le dire (émissions de gaz à effet de serre, énergie consommée dans leurs processus de fabrication,

conséquence de leur développement sur l'utilisation des terres).

Nous savons que le nucléaire est une technologie infiniment dangereuse si elle n'est pas maîtrisée. Cela n'empêche pas qu'aujourd'hui, face à l'augmentation des GES, nous pensons que l'utilisation du nucléaire est nécessaire tout en sachant les inconvénients qu'il peut générer. Notre position est un choix de raison. Dans un avenir plus lointain, lorsque le stockage de l'énergie sera maîtrisé, lorsque le renouvelable sera déployé dans toutes ces dimensions notamment le soleil qui recèle d'énormes potentialités, lorsque la fusion de l'atome sera domptée, nous n'écarterons pas l'hypothèse visant, au rythme des avancées technologiques, à dépasser le nucléaire exploité dans le cadre de la fission de l'atome.

Le choix d'une gestion publique de l'énergie

Nous considérons l'énergie comme un bien commun de l'humanité. L'énergie étant vitale pour le développement humain, cela ne peut être une marchandise.

De ce fait, nous considérons que quelles que soient les sources d'énergies à développer, la question de la maîtrise publique est un choix crucial qui offre les meilleures garanties tant au niveau du social que de la sécurité. **Le scandaleux secret autour du stockage des déchets, que vient de révéler Arte mardi soir, démontre ce que nous affirmons depuis toujours : l'urgence d'une vraie transparence publique qui ne peut devenir réalité sans de nouveaux droits d'information, de regard et d'intervention des salariés, des citoyens et des élus.**

Plus largement, nous proposons des axes de rassemblement et de luttes pour :

- L'adoption des **normes environnementales** juridiquement contraignantes au niveau français, européen et mondial et la généralisation des **plans climat, bilan carbone** afin de maîtriser les flux énergétiques.
- Mettre en chantier immédiatement un plan national de construction, de rénovation et d'isolation **du parc de logement social** avec des normes environnementales (aide financière de l'État augmentée – retour de l'aide à la pierre –, crédit gratuit).



EST-IL TROP TARD POUR SAUVER LE CLIMAT... (suite)

- Le développement des **transports en commun** dans le cadre du service public sans oublier le **fret fluvial et ferroviaire**. Je veux saluer ici les luttes des cheminots pour empêcher la SNCF de liquider le fret, notamment la suppression du wagon isolé, 6 000 suppressions d'emplois sont envisagées.
- La mise en chantier de l'automobile propre à un prix abordable pour tous.
- Réduire les déchets à la source.

D'agir au niveau européen

Pour générer cette gigantesque mutation énergétique :

- Il est nécessaire de sortir de la vision de court terme et de recherche exclusive de rentabilité financière imposée par le système capitaliste.
- Il est nécessaire de stopper le processus de libéralisation généré par la mise en œuvre, au pas de charge, des directives européennes de libéralisation qui visent à soumettre l'énergie aux exigences des marchés financiers, avec un seul objectif : générer des colossaux retours sur investissements au détriment de l'avenir de l'humanité.

En effet, que fait l'Europe libérale ? À quoi aboutissent la stratégie de Lisbonne et le Traité, sinon à la libre concurrence, au dépeçage des services publics et à la marchandisation de tout le secteur de l'énergie ?

- Nous proposons par ailleurs la création d'une assemblée représentative de l'ensemble des chercheurs auprès du Parlement européen visant à organiser les coopérations et non la concurrence, la transparence des enjeux en lien avec les organisations syndicales de l'énergie pour bâtir des services publics ouverts aux coopérations européennes et de co-développement.

Le capitalisme n'est pas éco-compatible

Pour le PCF, le capitalisme est incapable de résoudre la crise écologique (pour une raison fondamentale : le main-

tien, voire le développement des écosystèmes – qui ont besoin de temps longs – est incompatible avec la recherche maximum et à court terme du profit).

• Un nouveau mode de développement

Il nous faut inventer un développement et donc de production qui refuse et remplace l'actuel système productiviste capitaliste. Bâtir un nouveau type de productivité qui intègre de nouveaux critères de gestion et la recherche d'une efficacité nouvelle du capital, une nouvelle efficacité sociale et écologique de l'argent investi. Cela suppose des droits nouveaux pour que les salariés puissent intervenir sur la stratégie des entreprises. Il s'agit d'entrer dans la société post capitaliste.

Combattre sérieusement le réchauffement climatique et préparer la révolution énergétique, c'est s'attaquer à la logique de la rentabilité qui caractérise le capitalisme financier mondialisé. On ne peut compter sur les seuls mécanismes de marché pour baisser les contributions des grands groupes et des pays. Il est besoin de volonté politique, de normes plus sévères à respecter.

Un nouveau mode de développement, c'est d'abord une action publique résolue en faveur d'une maîtrise citoyenne sociale et écologique des marchés dominés aujourd'hui par le capitalisme financier et productiviste.

Trois grandes orientations pour bâtir ce nouveau mode développement :

1°) Liberté de choix des individus et accès de tous au sein du marché des biens de consommation courante respectueux de l'environnement et de la santé humaine.

2°) Une appropriation publique et sociale des biens communs de l'humanité.

3°) Un dépassement du marché du travail par la sécurisation tout au long de la vie des parcours d'emploi et de formation ainsi que de revenus.

2ème thème : Quelle intervention de la gauche française et européenne au sommet de Copenhague et ses suites ? Si on a pu sauver les banques, pourquoi ne pas sauver la planète ? Identifions les responsabilités. Tout le monde n'est pas à égalité. Quelles propositions pour les pays émergents, ou en voie de développement et pour ceux qui dépendent des seules énergies fossiles ? La question centrale du financement. La gauche française et européenne peut-elle parler d'une seule voix à Copenhague ?

Qui doit payer ?

Limiter réellement le réchauffement de la planète demande d'énormes besoins financiers. Il faut pour cela mobiliser l'argent public et privé pour atteindre cet objectif.

À propos de la taxe carbone...

Nous ne sommes pas opposés par principe à l'existence d'une fiscalité environnementale ...

... mais nous refusons la taxe carbone

En effet, selon ses promoteurs, la taxe carbone doit rendre la consommation d'énergies polluantes plus coûteuse en France, afin d'inciter les ménages et les entreprises à changer leurs habitudes.

Cela constitue une injustice flagrante, parce que les ménages sont des consommateurs captifs des biens de



EST-IL TROP TARD POUR SAUVER LE CLIMAT... (suite)

consommation qu'on met à leur disposition sur le marché. De plus, la faiblesse des salaires et pensions, le chômage empêchent d'acquérir les produits les plus respectueux de l'environnement (vu leur coût : lier aux luttes salariales en cours).

Ce gouvernement, qui veut prendre le leadership mondial du combat contre le réchauffement climatique, est face à une contradiction majeure. En effet, quel sera le réel impact sur les comportements si l'on rembourse le coût de la pollution produite par les déplacements ou le niveau du chauffage ?

Ce qui a été possible pour les banques doit être possible pour la planète. Luttons pour inverser l'ordre des priorités !

Nous proposons :

- De taxer le capital, par exemple en inscrivant une modulation de la fiscalité sur les entreprises (IS et TP) en fonction de leurs performances sociales et environnementales. Ces prélèvements viendraient nourrir un Fonds national en sus de l'argent public aujourd'hui gâché pour des exonérations de cotisations sociales patronales.
- La création d'un grand pôle financier public (CDC, Dexia, Caisse d'Épargne, La Poste, Oséo, Natixis, BNP etc) pour une maîtrise publique du crédit pour qu'il aille à la formation et à l'emploi aux salaires et à l'amélioration de l'environnement.
- **L'augmentation du pouvoir d'achat parce que pauvreté (bas salaire, chômage, faiblesse des pensions) rime avec inégalités environnementales** : une voiture propre, ça coûte plus cher, une machine à laver basse consommation, ça coûte plus cher...

Commençons avec les régionales : mettons au cœur de chaque programme, dans chacune des régions, la création d'un Fonds régional : il servirait à prendre en charge tout ou partie des **intérêts** pour les PME investissant dans l'emploi, la formation, l'environnement.

- Nous avons besoin d'une agence publique **pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique en liaison avec la création du pôle public bancaire.**

Cette agence organiserait des actions directes pour la transformation du système productif et de consommation et développerait des interventions sur les gestions des entreprises pour les responsabiliser, voire les sanctionner en cas de besoin.

Le cadre national ne peut suffire

- **La réorientation de la construction européenne et des missions de la banque centrale** doit être au cœur de toutes les mobilisations. Il s'agit d'en finir avec l'exa-

cerbation de la concurrence dans l'énergie et les transports, en finir avec les privatisations conduisant au dumping social et environnemental, au tout-camion pour la circulation des marchandises, au détriment du rail, du ferroutage et du fluvial. A l'inverse, il faut développer des coopérations européennes entre services publics. À ce titre des contacts doivent s'établir au niveau européen, afin d'établir un faisceau de convergences d'actions et d'expressions communes.

Il en est ainsi de la réduction des dépenses militaires.

- Nous proposons de les réduire de 20 % d'ici 2020. Pour cela, nous proposons de les réduire de 2 % par an à partir de 2011 jusqu'à 2020 sur la base des dépenses militaires de 2010, le désarmement nucléaire devrait accélérer les choses (pour l'école, la santé et l'environnement (restauration des écosystèmes et adaptation au cght climat).

Ce prélèvement alimenterait un Fonds mondial auprès de l'ONU (agence environnement dont nous demandons la création), environ 200 milliards par an en 2020. La taxe sur les mouvements de capitaux pourrait également alimenter ce fonds.

- Le Fonds Monétaire International (FMI) doit accorder ses prêts aux Etats avec des conditions identiques et cesser d'exiger le démantèlement des services publics. Une monnaie commune au service du co-développement doit se substituer au dollar.

La France et l'Europe doivent promouvoir, dans les échanges entre pays, le respect international de nouvelles normes sociales et environnementales.

- Assurer la souveraineté alimentaire en refondant la politique agricole commune et en prolongeant le moratoire sur l'utilisation des OGM agro-alimentaire ou PGM plein champ. Nous proposons d'agir pour bloquer le cycle de DOHA et nous exigeons une réforme de l'OMC afin d'inscrire des règles commerciales sur le plan international compatibles avec la réduction des GES. Plus aucune décision commerciale ne doit être facteur d'émission de carbone.

- **Enfin, travaillons ensemble à un appel citoyen sur des bases de transformations profondes s'attaquant à la logique même du capitalisme, à l'initiative des partis progressistes de gauche et écologistes au niveau européen pour le sommet de Copenhague. Le PGE et la GUE peuvent y aider. Il y a urgence pour le climat, il y a urgence pour le rassemblement ! Rien ne se fera sans l'intervention des peuples pour imposer des mesures, rien sans des luttes rassembleuses.**



MENACE CLIMATIQUE et rupture démocratique...

Francis Sitel, Gauche unitaire

Ces questions, comme l'expliquait fort bien Sylvestre Huet, sont pour la gauche des questions redoutables. Elles combinent les exigences scientifiques et les contraintes politiques (celles des rendez-vous militants, tel Copenhague, et électoraux...), les unes et les autres renvoyant à des temporalités différentes, des choix de long terme se combinant à l'urgence des actions immédiates...

Ces contradictions rendent en effet problématique la compatibilité de ces questions avec la démocratie. Comment concilier expertises et choix populaires, processus de la connaissance et intervention militante ?

Disons que, pour les partis porteurs d'une politique d'émancipation, il convient d'opérer un renversement des termes du problème : avoir prise sur ces questions implique une approche démocratique !

Il faut assumer qu'au regard de la matrice traditionnelle du mouvement ouvrier, a été opéré un bouleversement. La rupture avec le productivisme, avec l'idée que le développement des forces productives, le progrès économique, était par lui-même porteur de progrès social. Il a fallu prendre en compte la finitude des ressources naturelles de la planète, et, plus encore, les menaces qui pèsent sur l'humanité du fait de processus incontrôlés. Nous devons admettre que nous en situation d'alarme. Par exemple, à propos du climat.

Mais alarme aussi par rapport au nucléaire. Question évoquée précédemment, et sur laquelle la gauche est divisée ainsi que l'opinion. Personne donc ne dit que le nucléaire est la solution au problème énergétique, mais est-ce une solution ? Disons que c'est d'abord un problème. On évoque les déchets. On pourrait rappeler les questions de sécurité, puisque ce jour même on nous raconte que du plutonium a pu se trouver oublié dans un coin de Cadarache. Ces risques on peut d'autant plus s'en inquiéter que des logiques de privatisation sont à l'œuvre dans le secteur. Or, plutôt qu'une sortie du nucléaire (qui, même si elle était décidée, demanderait beaucoup de temps pour se concrétiser), est à l'ordre du jour une relance du nucléaire : EPR, prolifération des centrales à l'échelle mondiale... Ce n'est donc pas, comme il a été dit, un débat franco-français, mais bien un problème général.

À propos duquel, contre l'opacité technocratique régnante, il faut que le débat citoyen se développe, à l'échelle de la société, donnant à celle-ci les moyens de décider.

En ce qui concerne le climat, l'alarme est aujourd'hui générale.

Le débat démocratique doit porter sur le diagnostic pertinent à porter, dont dépend la validité des mesures proposées.

Ce diagnostic doit prendre en compte des critères de classe. Pour analyser en quoi le capitalisme et l'impérialisme sont responsables des problèmes. Et non renvoyer ceux-ci au Développement, à la Technique, au Progrès, ou... à l'Homme ! Ce qui conduit à proposer des consensus fallacieux autour du thème : « Faisons tous des efforts et nous serons sauvés ! »... Et en avant vers un capitalisme vert et vertueux ! Et, en attendant, des « remèdes » du type « taxe carbone », inefficace et injuste, donc contre productive, ou l'appel à des « efforts partagés » entre tous le pays (en faisant litière de la dette écologique des pays riches à l'égard de ceux du sud).

Nous sommes tous embarqués sur la même planète, mais les responsabilités des dégâts causés ne sont pas partagées : il y a les victimes (les pauvres, les exploités...) et les profiteurs. Donc, sur cette question comme sur les autres, il y a un affrontement entre les peuples et les oligarchies détentrices de l'avoir et du pouvoir.

Au-delà des batailles de chiffres, il faut se poser, comme le disait un intervenant, la question des décisions structurantes à prendre, pour une intervention collective en défense des biens communs de l'humanité : en matière d'agriculture, de préservation et de partage de l'eau, de logement, d'emploi, de transports... Tous sujets sur lesquels des ruptures sont nécessaires par rapport aux lois du marché, aux impératifs du profit, au refus de la concurrence libre et non faussée...

Des moyens colossaux ont été mobilisés pour sauver la finance internationale. Il est donc possible d'affronter une crise majeure. La crise écologique doit elle aussi être affrontée, avec les moyens colossaux nécessaires, en termes de reconversions industrielles, urbaines, de modèle de développement.

Mais ces ruptures-là ne sont pas possibles sans une grande rupture démocratique, celle qui permettra aux populations d'imposer, contre l'avidité de quelques uns, l'intérêt général, celui de l'Humanité globale, y compris celle de demain.



POUR UN PÔLE PUBLIC de l'Énergie

Marie-Claire Cailletaud

représentante de la FNME-CGT

C'est très intéressant que ce type de rencontre puisse avoir lieu, avec une introduction au débat qui a soulevé beaucoup de questions que nous ne pourrions sans doute pas traiter à fond comme la question des brevets, de la propriété intellectuelle, de la propriété des entreprises.

La question du climat, les questions écologiques sont des questions politiques. Il y a un affichage aujourd'hui de la prise en compte des questions écologiques par tous les partis politiques et par toutes les entreprises qui y voient là bien souvent une nouvelle façon de faire des profits. Il y aurait un consensus autour de ces questions. On le voit bien le réchauffement climatique dont la cause est pour partie les activités humaines est bien la conséquence des politiques économiques et sociales menées. Par exemple, les politiques de flux tendus avec les stocks dans les camions, les politiques de délocalisation, les rejets des populations de plus en plus loin de leur lieu de travail, les politiques d'aménagement du territoire.

Einstein a dit qu'on ne pouvait résoudre les problèmes avec les modes de pensée qui les avait générés. En extrapolant, on peut dire qu'on ne résoudra pas les questions écologiques avec les politiques économiques et sociales qui les ont générées. Il faut un vrai changement de politique, réorienter le développement. On ne résoudra pas les problèmes à coup de taxes. On ne peut pas à la fois dire qu'on se préoccupe des questions environnementales et dans le même temps déréglementer le système énergétique français, ce qui désoptimise le système et génère du gaspillage.

Dans le domaine de l'énergie, nous sommes confrontés aux questions de la diminution, des ressources fossiles, des émissions de gaz à effet de serre et de l'impact de l'énergie dans le développement économique et social à la fois pour les citoyens et les industries. Il y a besoin de réorienter le développement pour répondre aux besoins des peuples. Compte tenu de l'état actuel du monde (2 milliards d'être humains privés d'électricité et alors que 80% de l'énergie consommée dans le monde est le fait de 20% de la population mondiale) nous allons devoir produire plus d'énergie au niveau mondial et donc la produire différemment pour préserver l'environnement. Ce n'est plus possible que le développement des uns se fasse au détriment de celui des autres, ce n'est plus pos-

sible que quelques-uns pillent (parfois de manière militaire) les ressources de la planète qui doivent être considérées comme des biens publics mondiaux. Nous sommes en train d'entrer dans une période de transition énergétique qui implique que les pays qui se sont développés en utilisant les ressources fossiles, et justement parce qu'ils ont une dette écologique, doivent utiliser les technologies qu'ils maîtrisent non émettrices de CO2. Il faut investir massivement dans la recherche, favoriser l'efficacité énergétique et les économies d'énergie, avoir une politique énergétique cohérente à long terme avec des coopérations en particulier au niveau européen et utiliser le mix énergétique le plus adapté à la géographie et à l'histoire de chaque pays.

Pour notre pays, et compte tenu de nos connaissances actuelles, il faut utiliser les molécules là où elles sont irremplaçables, développer les ENR, mais sans démagogie (l'engouement pour l'éolien n'est pas dû aujourd'hui à ses performances techniques mais à la course aux subventions qui vont avec), développer une filière charbon avec captage et stockage de CO2 et avoir recours à l'énergie nucléaire qui est pour l'instant incontournable. Un nucléaire transparent, démocratique avec un haut statut du travail salarié. Cette transition énergétique nécessite des changements de nature du système de production. C'est un processus qui s'organise et qui passe, pour la CGT, par la maîtrise publique du secteur énergétique dans le cadre de la mise en place d'un pôle public de l'énergie.

Très rapidement, qu'est-ce qui a motivé le concept du pôle public de l'énergie ? D'une part, le fait qu'on peut se rendre compte que par le passé la propriété publique des entreprises n'a pas été suffisante pour les empêcher de se conduire comme des entreprises à capitaux privés. Il faut nécessairement adjoindre la maîtrise publique. D'autre part, l'idée est qu'il faut prendre en compte l'état du secteur énergétique aujourd'hui et réfléchir à court, moyen et long terme. Le long terme où on aura un secteur nationalisé. Mais, à court terme, il faut imaginer une cohérence juridique et administrative du secteur pour contraindre tous les opérateurs quelle que soit leur propriété à répondre à des missions de service public. C'est l'idée portée par le concept de pôle public de l'énergie.



DÉFIS DE L'ÉNERGIE ET DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE DANS LES PAYS DU "SUD" connexions avec le défi du "Développement humain durable"

Paul Sindic, économiste

L'humanité est en fait face à deux défis planétaires majeurs. Le premier est celui de mettre fin à la misère qui affecte non seulement les populations des «Pays en développement» (PED, appelés aussi pays du «Sud»), mais aussi la majorité des populations des grands pays émergents (Chine, Inde, Brésil) et même une fraction plus réduite de la population des pays développés. Le deuxième est celui de l'énergie et du réchauffement climatique qui risque d'affecter tous les peuples et plus gravement encore les pays du «Sud». Nous sommes donc là devant des situations de rupture qui peuvent conduire à ce que l'humanité sombre dans les guerres et la barbarie.

Il y a manifestement urgence et des changements radicaux de politique à l'échelle des nations comme de la planète doivent s'opérer dans les deux décennies à venir. La période cruciale va être 2010-2030 où il faudra commencer à mettre en œuvre énergiquement ces nouvelles politiques.

Énergie et réchauffement climatique dans les pays du «Sud»

Ceux-ci ne pèsent guère actuellement ni dans la consommation énergétique, ni dans les émissions de gaz à effet de «serre» (GES). La consommation énergétique de l'Afrique, comme l'indiquait précédemment P. Boisson, équivaut à celle de la France et elle n'émet que 4 % des émissions planétaires de GES. Par contre, dans la durée, il peut en être tout autrement, si elle entame un processus de «développement global». (Ex. évolution population Afrique 965-1740). D'où la nécessité d'anticiper.

Sur l'ensemble de la planète, 1,6 milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'électricité ni à une quelconque forme moderne d'énergie. Or, sans électricité, pas de réseau d'eau potable, pas d'activités industrielles, pas de conservation des aliments, etc. En Afrique, certains pays voient jusqu'à 80 % de leur énergie primaire fournie par le bois. Selon une estimation de la Banque mondiale, 2 millions de personnes meurent chaque année à cause des pollutions, brûlures, etc. liées à la mauvaise qualité de l'énergie de cuisson. La question la plus immédiate est donc celle du droit **individuel** à l'énergie, à replacer dans la problématique du «développement humain durable» sur laquelle nous allons revenir. Si l'on se place dans une perspective de longue durée, ce qui est absolument nécessaire, il faut aussi parler d'un droit à l'énergie «décarbonée».

Or, il y a deux conceptions de ce droit à l'énergie. Dans un rapport récent, *L'accès à l'énergie dans les pays en développement*, le groupe Total expose la sienne. Sous couvert de réalisme, il recense trois besoins immédiats : l'électricité pour l'éclairage, l'électricité pour la télé et la radio, le gaz pour la cuisson. À satisfaire avec des panneaux photovoltaïques ou une éolienne, avec un générateur le soir, peut-être alimenté avec du biogaz local, et de petites bouteilles de gaz pour la cuisson des aliments. Sur de telles bases, il est évident qu'il n'y aura jamais de développement global de ces pays. Il faut au contraire réaliser des systèmes de production énergétiques nationaux, les plus «décarbonés» possibles, et des réseaux de distribution énergétique à l'échelle du pays, condition sine qua non de l'amélioration de la productivité agricole, d'un développement industriel diversifié sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, il est impossible dans les PED de traiter le problème de l'énergie à part. Il doit s'insérer dans la problématique globale du «développement». Cela n'a pas de sens de vouloir faire un réseau énergétique national, sans une étroite connexion avec un plan global de développement du pays concerné. La question est donc à traiter au sein d'une nouvelle problématique de «l'aide publique internationale au développement» (voir ci-après).

Le concept de «développement humain durable»

Sans vouloir développer ici longuement la question, il s'agit d'une différenciation d'avec le terme de «développement durable», actuellement largement dévoyé par rapport à son sens originel et récupéré par l'idéologie capitaliste néolibérale. Il s'agit de poser le principe que la finalité à poursuivre, c'est le «développement humain», c'est-à-dire la satisfaction des besoins essentiels des êtres humains (éducation, santé, droit au travail, à un salaire décent, au logement pour soi-même et sa famille, droit au repos et aux loisirs, droit à la culture, etc.) et non la priorité à l'accumulation capitaliste, fusse en broyant les hommes eux mêmes.

Par ailleurs, ce «développement humain» devra respecter les impératifs de la «durabilité», à savoir la minimisation des prélèvements sur les ressources naturelles épuisables, la gestion la plus économe possible des ressources naturelles renouvelables (eau, forêts, produits de la mer, etc.), la minimisation des atteintes à l'environnement, la restauration de la biodiversité, etc.



DÉFIS DE L'ÉNERGIE... (suite)

Nouveaux modes de développement et institutions internationales à créer

Nouvelles conceptions de l'aide internationale publique au développement reposant sur :

- Un nouveau rôle de la communauté internationale, reprenant la maîtrise de l'aide internationale publique au développement, et traitant ensuite, via l'établissement d'un «*Contrat de développement humain durable*», avec chaque PED. Pour représenter la dite communauté internationale, création d'une structure de coordination des diverses institutions internationales intervenant dans le champ du développement (UNESCO, OMS, PNUD, PNUE, ONUDI, UNICEF, FAO, Banque mondiale, FMI, etc.) dirigée par un secrétaire général adjoint de l'ONU, responsable de l'Aide au développement.
- Établissement par le PED concerné d'un plan de développement à 10 ans, avec la coopération technique des institutions internationales spécialisées, (éducation, santé, grandes infrastructures (eau, énergie, telecoms, voies ferroviaires et routières, etc), transports publics et transports de marchandises, politique de développement des activités productives (agriculture, industrie, services) diversifiées.
- Financement de ce plan en premier lieu par les ressources du pays (certains pays ont des ressources naturelles importantes, hydrocarbures ou minerais, d'autres n'ont rien), relayées ensuite par l'aide publique internationale au développement, alimentée par diverses sources : 0,7% du PIB des pays développés, taxe sur les transactions à finalité purement financière, réduction des dépenses d'armement, répression du crime organisé, autres ressources spécifiques, etc.).

Création d'institutions internationales dans le domaine de l'énergie

Création d'un Fonds international d'aide à la mise en place dans les PED de systèmes de production «décarbonés» et de réseaux de distribution énergétiques.

Ce Fonds international viendrait s'insérer dans le dispositif global de financement du plan de développement de chaque PED tout en restant spécialisé dans les infrastructures énergétiques. Notre proposition est qu'il soit alimenté par un prélèvement international spécifique sur les énergies fossiles, pétrole, gaz, charbon, réparti par moitié entre les pays producteurs d'énergies fossiles et les pays développés et émergents consommateurs de ces énergies. À titre d'exemple, un prélèvement de 5\$/baril pour le pétrole, ainsi partagé dégagerait des ressources planétaires de 150 milliards de \$/an pour le seul pétrole (incidence au niveau de notre pays, l'équivalent de 0,012 %/l), mais à financer via un prélèvement sur les bénéfices exceptionnels des groupes pétroliers et sur la TIPP.

Étendu au gaz et au charbon, des ressources de 250 milliards de \$/an pourraient facilement être dégagées. Elles permettraient de garantir que les choix de systèmes énergétiques dans les PED soient les plus «décarbonés» possibles (prise en charge des surcoûts éventuellement entraînés par cette «décarbonation»). Par exemple, l'Afrique n'utilise à l'heure actuelle que 7 % de ses ressources hydrauliques potentielles. Le Fonds l'aiderait à réaliser un certain nombre de barrages.

Création d'une Organisation internationale de l'énergie (OIE)

Elle regrouperait tous les pays et comblerait les lacunes des Institutions internationales de l'énergie existantes (OPEP, AIE, CME), notamment en permettant aux PED actuellement non représentés dans ces instances d'y faire valoir leurs intérêts.

L'OIE devrait se voir reconnaître des pouvoirs internationaux en matière de :

- fixation et d'évolution du niveau mondial des prix des différentes énergies (on ne peut pas continuer à avoir des prix variant au grès des spéculations financières – 148 \$/baril pour le pétrole en moment donné, puis 40 \$/baril quelques mois après)
- fixation des niveaux de production des différentes énergies pour chaque pays producteur (nécessité de gérer internationalement la situation complexe d'une production pétrolière qui va plafonner, puis décliner et les obligations de respect des calendriers de réductions progressives planétaires des émissions de CO₂).

L'OIE devrait être accompagnée par un organisme d'expertise indépendant chargé de faire des études énergétiques à sa demande ou à celle des PED, par exemple. **Un Conseil mondial de l'énergie remanié (CMER) pourrait tenir ce rôle.**

L'extension du rôle de l'AIEA

La relance mondiale du nucléaire civil nécessite d'inclure tous les pays, y compris les pays dits «nucléaires», dans le champ de contrôle de l'AIEA, celle-ci devant être dotée de pouvoirs de contrôle nettement plus étendus. En effet, certains PED ont des projets de centrales nucléaires, en Amérique latine, Afrique, Moyen-orient et pas forcément la culture technologique nécessaire. D'où la nécessité d'un contrôle international indépendant sur la «sûreté nucléaire» (car risques liés à des gestions privatisées, à des niveaux technologiques d'environnement industriel insuffisants). Approbation préalable des modèles de centrales, contrôles réguliers de sûreté sur l'exploitation de celles-ci, contrôle des modes de gestion des déchets, etc. Pouvoirs d'arrêter une centrale défectueuse si injonctions de correction sans effet.). Le nucléaire civil des pays dits «nucléaires» devrait aussi être contrôlé. Si le nucléai-



DÉFIS DE L'ÉNERGIE... (suite)

re civil des USA et de l'URSS avait été dans le champ de contrôle d'un organisme comme l'AIEA avec les pouvoirs énumérés ci-dessus, il n'y aurait eu ni Three miles island, ni Tchernobyl). **La véritable « bataille du nucléaire » va se situer là et il est regrettable qu'un consensus avec les mouvements écologistes ne puisse être atteint sur ce point.**

Financements et enjeux politiques planétaires

L'appréciation selon laquelle on ne peut traiter les questions d'énergie dans les PED à part des questions de développement global de ces derniers vaut évidemment aussi pour la question des financements, même si comme nous venons de le montrer des financements spécifiques peuvent être envisagés pour les dits investissements énergétiques. **Bien plus, faire face plus globalement aux impératifs du « développement humain durable » dans tous les pays, développés, émergents et PED, représente à notre avis des sommes absolument gigantesques, non encore réellement chiffrées, mais qui sont très probablement de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers de milliards d'euros en deux ou trois décennies.** (Un seul exemple, le chiffrage du consortium Eurelectric (qui regroupe les grands producteurs d'électricité européens) pour le coût global de « décarbonation » de l'électricité européenne, engagement du dit consortium pour 2050, est d'environ 2 600 milliards d'e, soit 4 000 milliards de \$).

Ce qui pose un problème politico-économique majeur,, en fait un problème de système économique. Les sommes en question devront obligatoirement être prélevées sur l'accumulation financière capitaliste, seule capable de fournir de pareilles sommes. Le monde du travail, dans quelque pays que ce soit, est bien incapable de les fournir. Par ailleurs, nombre de ces investissements (infrastructures notamment) ne seront pas « rentables » au sens des critères du capitalisme néolibéral. Nous nous trouvons donc en fait du point de vue des urgences économiques, politiques et sociales et de la gravité des menaces qui pèsent sur l'avenir de l'humanité dans une situation similaire à celle qui prévalait juste avant la deuxième guerre mondiale (Immense effort à fournir, urgence). P. Krugman explique, dans *L'Amérique que nous voulons*, ce qu'a fait Roosevelt alors. Il appelle cela la « grande compression ».

Roosevelt a littéralement asséché par des prélèvements fiscaux exceptionnels, (rappel, 91 % de taxe sur les tranches supérieures de revenus), la richesse capitaliste pour la consacrer à l'effort de guerre. Or, cela signifie à l'heure actuelle que nous devons absolument, et dans les vingt ans à venir, faire prévaloir la logique des impératifs du « développement humain durable » sur la logique capitaliste, si nous ne voulons pas que le genre humain ne sombre dans les guerres et la barbarie. C'est la nécessité objective de « dépasser » le capitalisme qui frappe à notre porte.

RETROUVEZ LES ATELIERS FORUM DU PROJET SUR
<http://www.alternatv.fr/>

À LIRE, À VOIR, À ÉCOUTER

Géopolitique du changement climatique

François Gemenne
Collection *Perspectives géopolitiques*
Armand Colin - 2009

Le meilleur des nanomondes

Dorothee Benoit-Browaeyns
Buchet-Chastel - 2009

Les vertiges de la technoscience : façonner le monde atome par atome

Bernadette Bensaude-Vincent
La Découverte - 2009

Bidoche : l'industrie de la viande menace le monde

Fabrice Nicolino
Les Liens qui libèrent, Brignon (Gard)
2009

ET AUSSI SUR LE WEB

CPDP

Débat public sur les nanotechnologies
<http://www.debatpublic-nano.org>

Pathologies environnementales

Alerte santé

Dr Joël Spiroux
Les Éditions Josette Lyon - 2007

Pathologies environnementales à Rouen

http://sites.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre_a_terre



Copenhague 2009

l'urgence climatique

La négociation engagée au sein de l'ONU s'achèvera en décembre à Copenhague et doit déboucher sur des engagements contraignants pour une réduction des gaz à effets de serre. Le texte adopté remplacera le protocole de Kyoto aux résultats décevants et non ratifié par les Etats-Unis.

Comment penser la vie des hommes et des femmes sur une planète dont les ressources naturelles sont devenues si rares qu'il faut que les populations se battent pour y accéder ? Pour le PCF, justice sociale et environnementale ont partie liée. Une délégation du PCF participera à la conférence de Copenhague.



Le capitalisme n'est pas écolo-compatible

Le capitalisme recherche le profit financier maximum dans un temps minimum. D'où une logique de prédation des ressources naturelles comme du travail des salariés, au coût le plus faible. Ainsi, inégalités sociales et environnementales vont de pair.

La mondialisation libérale, qui produit là où les salaires sont les plus bas est à ce titre exemplaire. Elle a fait exploser le trafic routier, maritime ou aérien, avec les impacts sur l'environnement que l'on sait.

Repeindre en vert le capitalisme n'est pas suffisant. Il faut mettre en place un mode de développement qui soit à la fois durable, soutenable et renouvelable sur le plan écologique, générateur de progrès social et d'émancipation humaine, démocratique et citoyen. Il faut dépasser l'actuel système productiviste capitaliste.



Les effets dévastateurs du réchauffement

Selon le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le réchauffement pourrait atteindre jusqu'à 4° à la fin du siècle. Les principaux pays pollueurs doivent impérativement réduire leurs émissions de 25 à 40% d'ici 2020 pour contenir le réchauffement à moins de 2° en moyenne. Et, donc, ralentir ses effets négatifs : désertification, famine, épidémies, inondations, migrations de populations...

Le Forum Humanitaire Mondial chiffre l'impact du réchauffement à 300 000 décès par an et selon l'Observatoire International pour les Migrations le nombre de « migrants environnementaux » atteindra 200 millions d'ici à 2050.

Les défis de Copenhague

Pour 2050, il faut diviser par 4 les émissions des pays industrialisés et par 2 celles de l'ensemble du monde. Bien que désireux de limiter le réchauffement climatique à 2°, Etats-Unis et Japon proposent des objectifs pour 2020 bien insuffisants. L'Union européenne est un peu plus ambitieuse mais ne s'engagera pas sans l'appui des principaux pays pollueurs. Les pays en développement invitent les pays industrialisés à montrer l'exemple.

Cette situation d'urgence amène les pays émergents et en développement à insister sur la responsabilité des pays industrialisés. **L'opinion publique et le mouvement social doivent eux aussi prendre en compte ces enjeux environnementaux pour exiger de la part de chaque État des engagements en matière de réduction des gaz à effets de serre.**

Le PCF exige à ce sujet de la France et de l'Union européenne des propositions précises et chiffrées.



**RES-
PECT
DES
SALARIÉES**



COPENHAGUE 2009

Une délégation officielle du PCF participera au sommet de Copenhague.

Pour prendre contact avec ses représentants ou avec la commission écologie du PCF :
jyoudom@pcf.fr

Que proposent les communistes ?

Il faut remettre en cause le capitalisme qui impose des fonctionnements économiques néfastes pour l'environnement. **Les communistes souhaitent que les ressources naturelles soient considérées comme biens communs de l'humanité et non comme marchandises et sources de profits.**

L'urgence est au développement de toutes les énergies non productrices de gaz à effets de serre. Pour autant, **le droit à l'énergie doit être garanti à tous.** A court moyen terme le nucléaire est incontournable. Le PCF se prononce pour un vaste plan de développement des énergies renouvelables. La recherche fondamentale et appliquée doit prendre un nouvel essor car ces sources d'énergies sont complémentaires. La production d'électricité doit être développée et organisée dans le secteur public qui assurera une véritable sûreté et transparence **avec de nouveaux droits de regards et d'intervention des salariés, des citoyens et des élus.** Cela s'accompagne de moyens pour l'émergence d'une 4^{ème} génération de centrales nucléaires, plus sûres, plus économes et moins productrices de déchets.

Il est impératif de stopper les directives européennes de libéralisation qui visent à soumettre l'énergie aux exigences des marchés financiers. Une mobilisation financière conséquente est indispensable pour développer les transports en commun de service public et les transports propres (rail, fluvial), l'isolation des bâtiments, la voiture de l'après pétrole... Le PCF refuse tout nouvel impôt qui, telle la taxe carbone, viserait de façon injuste, inefficace et inégalitaire les ménages. Il suffirait d'imposer les super-profits des groupes pétroliers comme Total, la spéculation financière et de réduire les dépenses nucléaires militaires.

A l'échelle du monde, un nouveau mode économique et financier est nécessaire pour accompagner les pays les plus pauvres dans une démarche de coopération et de développement. A cette fin, **les communistes proposent la création d'une Agence Mondiale de l'Environnement qui rendrait cohérent le développement durable de la planète en matière sociale et environnementale.**

Il y a urgence à ce que chacune et chacun s'empare de ces enjeux. Les communistes sont disponibles pour ouvrir des espaces publics de débat, de confrontation, de rassemblement et de luttes, dans le respect des opinions des uns et des autres.

Le Parti communiste au coeur des rassemblements populaires et citoyens

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse ... euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom :
Téléphone :

Adresse :
Mail :

Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 / T : 01 40 40 12 12 / @ : pcf@pcf.fr - www.pcf.fr